

Regroupement communiste
Organe central du regroupement communiste
unifié
Juillet 1988
TCHECOSLOVAQUIE 1968 :
un coup d'arrêt aux menées contre
révolutionnaires en Europe

L'analyse et le jugement sur les événements survenus en Tchécoslovaquie au cours de l'année 1968 continuent d'établir une ligne de démarcation entre opportunistes et communistes attachés aux principes révolutionnaires, au camp anti-impérialiste.

Trois dates rythment l'histoire récente du peuple tchécoslovaque:

- 1938 : les sinistres accords de Munich livrent la Tchécoslovaquie à Hitler.

- 1948: en février, la bourgeoisie qui veut faire adhérer la Tchécoslovaquie au plan Marshall crée une crise politique avec la démission des douze ministres bourgeois dans le gouvernement Gottwald. Les masses répondent par d'imposantes manifestations de soutien au PCT, par la grève générale et la création de la Milice populaire. Les forces capitalistes sont battues et la Tchécoslovaquie s'engage résolument dans la voie du socialisme.

- 1968 : des courants de restauration du capitalisme, à dominante social-démocrate, vont profiter du nécessaire processus de rectification et démocratisation pour essayer de renverser le pouvoir populaire et de faire basculer la Tchécoslovaquie dans le camp impérialiste.

De fait, jamais l'impérialisme n'a jamais accepté de voir la Tchécoslovaquie construire une société nouvelle en étroite alliance avec l'Union Soviétique et les pays du Traité de Varsovie. La position stratégique capitale de ce pays, qui a des frontières communes avec quatre pays socialistes et de très longues frontières avec la RFA et l'Autriche, explique les visées des impérialismes US et ouest-allemand.

Tirant les leçons de l'échec de la contre-révolution armée en Hongrie en 1956, l'impérialisme va mettre en place, avec la collaboration des forces bourgeoises dans le pays, une vaste entreprise de déstabilisation, une contre-révolution "silencieuse" avançant sous le couvert du "socialisme démocratique". Ces opérations de subversion n'ont toutefois pu être menées qu'à la faveur d'une crise intérieure bien réelle affectant principalement le Parti Communiste tchécoslovaque et l'ensemble des rouages de l'Etat socialiste.

LES ORIGINES DE LA CRISE

En préalable il est nécessaire de considérer que la Tchécoslovaquie, son Parti Communiste, son peuple, ses institutions ont été profondément marqués par le climat, les événements politiques qui ont traumatisé les pays du camp socialiste en Europe de 1949 à 1954. Dans cette période du sommet de la guerre froide, cette sorte de "folie obsidionale" qui a alors frappé les partis communistes a laissé des traces profondes, en particulier en Tchécoslovaquie.

De 1949 à 1954, plus que tous les autres pays socialistes, la Tchécoslovaquie va vivre une période de répression la plus violente. Le 4 décembre 1952, onze membres du Comité Central et du gouvernement sont pendus, dont le secrétaire général du PCT, Slansky et l'ex-ministre des Affaires Etrangères Clémentis. Ces crimes ont été commis au nom de la «défense de la paix», dans le prolongement de la liquidation du maréchal Toukhatchewsky et de la quasi totalité des officiers supérieurs de l'Armée Rouge avant 1939, de l'exécution du secrétaire général-adjoint du Parti Communiste de Hongrie, Lazlo Rajk, ministre des Affaires étrangères en 1949. Jacques Duclos déclarera dans son discours de clôture du CC du PCF le 8 décembre 1952 : " Tous ceux qui veulent la paix peuvent respirer tranquille maintenant que la Tchécoslovaquie est débarrassée des traitres qui, s'ils avaient pu se maintenir en place, auraient par cela même encouragé les impérialistes à brusquer les événements et à jeter le monde dans une sanglante aventure. Le procès de Prague est un coup très dur porté au camp de la guerre. C'est une victoire de la paix"... Dans des conditions différentes, les "procès" ignominieux faits à André Marty et Charles Tillon en France en 1952 procèdent de la même démarche.

Dans ce contexte de départ, de 1948 au début des années 60, le développement rapide du socialisme va s'accompagner d'appréciations excessives "le socialisme l'a emporté dans notre pays", proclame le préambule de la Constitution de 1960. Le PCT va aussi se trouver confronté à des problèmes économiques compliqués par une crise agricole.

Il devenait indispensable de passer du mode extensif de gestion au mode intensif. Des réponses adéquates devaient être données aux questions complexes de la gestion socialiste. Le système de direction s'appuyant sur le principe du centralisme démocratique devait être élevé à un niveau supérieur. La question fondamentale restait de trouver de nouvelles formes pour permettre au Parti communiste de jouer toujours mieux son rôle dirigeant. Depuis plusieurs années, le PCT avait relâché ses liens avec les masses et négligé le travail idéologique et théorique. Cette situation résultait directement des graves violations de la légalité socialiste du début des années 50, et le secrétaire général du Parti, Novotny, était celui qui avait assumé ces événements. Pour briser le

carcan des pratiques bureaucratiques et stéréotypées, le PCT passa d'un extrême à l'autre. Après le dogmatisme, le libéralisme gangrena le Parti. L'entrée massive dans le Parti de carriéristes, d'arrivistes issus de la petite bourgeoisie affaiblit le poids de la représentation ouvrière. Sociologiquement, la petite bourgeoisie composait une partie importante de la population des villes et des campagnes Elle avait conservé un fond de nationalisme et sa tendance naturelle à se laisser attirer par la démagogie social-démocrate et les belles promesses réformistes. Dans le même temps, la "guerre des six jours" va être le prétexte à un regain d'activités sionistes. C'est dans cette situation de malaise que se réunit le plénum du CC du PCT en janvier 1968.

LA REUNION DU CC DE JANVIER 1968

Après de longues discussions et de nombreuses tractations, Dubcek est élu secrétaire général en remplacement de Novotny. Gustav Husak a donné, à la conférence de Moscou des 75 Partis communistes, (les 5-17 juin 1969) cette appréciation équilibrée : "L'orientation adoptée en janvier par le PCT n'était pas un abandon du socialisme et encore moins un retour à la situation qui existait dans notre pays avant février 1948. (...) Elle devait marquer un tournant vers le rétablissement des normes léninistes dans la vie intérieure du Parti et de la société vers le développement du socialisme. (..) Nous ne cachons pas que la condition décisive de la bonne application de l'orientation adoptée en janvier 68 était et reste avant tout une juste appréciation des forces de classe dans le pays" Les forces hostiles au socialisme vont profiter de l'inconsistance de Dubcek pour utiliser, dans un tout autre sens, les décisions du plénum. En effet, l'invention du "socialisme à visage humain" va leur servir de paravent, de masque, pour mener une offensive contre le socialisme réel.

L'OFFENSIVE CONTRE LE SOCIALISME

Elle va être menée par des groupes réactionnaires inspirés et soutenus par l'impérialisme, s'appuyant sur des éléments liquidateurs au sein même de la direction du PCT. La réaction reste à l'arrière plan, les premiers rôles étant dévolus aux dirigeants "populaires" (lire démagogues) que sont Ota Sik, Cisar, Smirkovsky et consorts.

Dès février, Cisar (secrétaire du CC) proclame la fin du rôle dirigeant du Parti Communiste. Ota Sik se fait le chantre de «l'économie socialiste de marché». Le même mois, des organisations antisocialistes telles que le "Club des 231", le "Club des activistes sans parti" sont fondées. La presse, la radio, la TV passent progressivement sous le contrôle des organisations social-démocrates et réactionnaires. En avril des négociations économiques sont ouvertes avec la RFA. Le Parti est alors "épuré" des éléments dits "conservateurs", en fait fidèles aux principes communistes. Le 1^{er} Mai 1968 est l'occasion pour les forces révisionnistes

et contre—révolutionnaires de se montrer au grand jour. Au cours d'un meeting organisé par Radio Prague l'Union Soviétique est violemment attaquée.

Le 17 juin, la revue "Litterami Listy" exige le retrait de la Tchécoslovaquie du Traité de Varsovie. Le 27 juin, la réaction publie "la déclaration des 2000 mots, véritable manifeste contre-révolutionnaire exigeant la dissolution du PCT. Dans cette même période, Tito est reçu triomphalement, avec force manifestations organisées cependant que Walter Ulbricht, chef d'Etat de la RDA reçoit un accueil très froid.

Au plan économique, la liquidation du rôle dirigeant du Parti avait entraîné de graves conséquences. Le rôle du plan central avait été réduit à une simple directive publiée à titre informatif. L'endettement envers les pays capitalistes s'était accru et le bilan annuel avec les pays socialistes s'achevait sur un solde débiteur. Plusieurs mesures avaient affaibli le monopole d'Etat sur le commerce extérieur. L'influence du «socialisme de marché» avait entraîné des hausses de prix de plus 8,3% entre 1966 et 1970 (+5% entre 68 et 69).

Sous la pression des éléments révisionnistes, les syndicats vont être divisés. Le but de l'opération était de les faire éclater en une multitude de petites organisations corporatistes s'opposant les unes aux autres. A partir des douze fédérations unifiées, sont constituées 58 fédérations divisées aussi sur le plan national. Des sections professionnelles autonomes sont aussi mises en place, la fédération n'étant qu'un cadre à l'intérieur duquel serait menée une activité corporative. Cette mise en pièces systématique de l'unité syndicale constituait l'aboutissement d'un processus visant à l'abandon du principe du rôle révolutionnaire des syndicats.

LA COMPLICITÉ DU GROUPE DUBCEK

Face à ces actions anticomunistes, la direction du PCT tempore, tergiverse, se tait, quand elle n'encourage pas directement les forces hostiles au socialisme. Elle réserve ses coups aux communistes qui luttent sur des positions de classe. Depuis le début de l'année les Partis de cinq pays du Traité de Varsovie (URSS, RDA, Pologne, Bulgarie et Hongrie) ont multiplié les mises en garde à la direction du PCT, les conseils, les propositions d'aide. En réponse à ces démarches fraternelles, Dubcek pratique le double langage ou la "politique de l'édredon". Il donne des assurances lors des réunions avec les dirigeants des partis frères et s'empresse de tout oublier dès son retour à Prague. De plus, certains dirigeants du PCT exaltent les passions nationalistes et anti-soviétiques pour s'assurer une "base de masse" contre leurs propres camarades du Parti.

L'impérialisme suit les événements avec attention. La presse occidentale mène une véritable campagne de promotion du «printemps de Prague»,

attisant le feu, prodiguant conseils et encouragements. Zbigniew Brezinsky jouait le rôle de "conseiller" en antisoviétisme. A Vienne la CIA avait porté le nombre de ses agents à plusieurs dizaines. L'OTAN préparait pour octobre des manœuvres militaires d'une ampleur sans précédent à la frontière entre la RFA et la Tchécoslovaquie.

La RFA tenait un rôle de premier plan dans cette conspiration dirigée contre le socialisme. Prenant prétexte de la non reconnaissance par cet Etat des frontières établies après la seconde guerre mondiale, les nostalgiques du "grand Reich" et les revanchards de tous poils vont multiplier les provocations en direction des Sudètes. Le diktat de Munich étant toujours en vigueur pour la bourgeoisie allemande, des trusts de RFA se mirent même à préparer des déclarations exigeant qu'on leur restitue huit usines tchécoslovaques !

LE 21 AOÛT

Sous le couvert d'une «renaissance du socialisme» se préparait la liquidation des acquis révolutionnaires, la mise en cause des alliances avec l'URSS et le camp socialiste et la restauration du capitalisme. Le groupe Dubcek laissait le champ libre à la contre-révolution de l'intérieur et de l'extérieur, paralysant la capacité d'intervention du Parti Communiste.

L'aide internationaliste des cinq pays du Traité de Varsovie s'imposait comme une nécessité. L'intervention du 21 août a permis d'éviter la guerre civile et l'agression impérialiste en préparation. Elle a renforcé la confiance en l'Union Soviétique des peuples confrontés à l'impérialisme : il est significatif que les partis communistes de Cuba, du Vietnam et de la RPD de Corée ont soutenu l'intervention. Le rapport des forces au sein du PCT va alors se modifier progressivement en faveur des éléments révolutionnaires.

Les liquidateurs et les réformistes vont tenter le tout pour le tout en réunissant un Congrès illégal du Parti le 22 août avec l'objectif de transformer le PCT en parti nationaliste antisoviétique. La lutte entre liquidateurs et défenseurs du socialisme va s'amplifier. Dubcek va jouer quelques mois encore son double jeu. Il reconnaît l'illégalité du Congrès du 22 août, mais il soutient le programme qui y a été adopté. En avril 1969, il sera remplacé par Gustav Husak.

FAIRE FACE SOLIDAIREMENT AUX MENEES AGRESSIVES DE L'IMPERIALISME

L'échec de la contre-révolution en Tchécoslovaquie va provoquer colère et dépit dans le camp impérialiste. Une campagne de presse d'une rare violence va être déclenchée contre le pouvoir populaire.

Malheureusement les média, les politiciens bourgeois et tous les courants trotskistes vont pouvoir s'appuyer sur les prises de position d'un certain

nombre de partis communistes qui condamnent la nécessaire intervention des cinq pays du Traité de Varsovie. Citons aux deux extrêmes de l'opportunisme de gauche et de droite, le PC de Chine et celui d'Italie. Niant le danger contre-révolutionnaire et le rôle de liquidation de membres du PCT, le BP du PCF exprime sa "réprobation", cela contre la position d'une forte majorité à la base. Cette capitulation est un des coups les plus graves portés à la conscience de classe des masses. Elle va marquer une avancée décisive de l'idéologie petite bourgeoise dans le PCF. Le principe de la solidarité avec les pays socialistes était mise en cause. Déjà englué dans sa stratégie d'union de la gauche, la direction du PCF condamnait aussi l'URSS et les autres pays socialistes pour donner des gages au PS. Mitterrand devait d'ailleurs déclarer quelques années plus tard : "Sans le printemps de Prague, le Programme commun ne serait pas ce qu'il est, il n'aurait peut-être pas vu le jour". ("La rose au poing", p.73)

L'enjeu de la crise tchécoslovaque dépassait largement ses frontières. L'impérialisme espérait réviser les résultats de la deuxième guerre mondiale. L'intervention du 21 août 1968 était d'une nécessité vitale pour barrer la route à ces projets, vitale pour tous les peuples du monde. Conséquence de ce coup d'arrêt, la RFA a été enfin amenée le 12-12-73 à considérer comme nuls les accords de Munich.

Après l'échec de la contre-révolution, avec la reprise du rôle dirigeant du Parti, l'édification socialiste a pu repartir. La leçon a été tirée que le Parti Communiste ne peut remplir sa mission que si son activité est fondée sur les principes communistes et sur l'internationalisme prolétarien, que s'il est lié au peuple et veille à l'unité de ses rangs sur des bases révolutionnaires. Aujourd'hui, avec la Bulgarie et la RDA, la Tchécoslovaquie fait partie des pays socialistes qui ont une économie saine et solide.

Robert DUMAS

"Le PCUS agit pour le renforcement du rôle dirigeant de la classe ouvrière et du parti dans la société. Les opportunistes de droite en Tchécoslovaquie cherchaient à affaiblir le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son avant-garde" (...) "ils ne voulaient pas raffermir l'unité de la communauté socialiste, mais envisageaient le retrait de la Tchécoslovaquie du Traité de Varsovie".(...)

Le PCUS s'efforce d'accroître la discipline dans la production, (..) dans l'intérêt du développement ultérieur de la production matérielle. Nos adversaires provoquaient le chaos dans la production, ils sapaient la discipline.(...)

"...le PCUS tient la situation bien en main. (...) dans la direction de notre Parti, celle de l'époque du début 1968, il n'y avait ni unanimité ni

programme clair. Je le rappelle car il faut refuser catégoriquement
chaque parallèle.

Interview de Vasil Bilak à "Rude Pravo" du 20-2-87